



Le 25 novembre sera une nouvelle fois la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes.

Nos organisations CGT, FSU, FAFP, FO et Solidaires réaffirment leur engagement contre les violences subies tant dans le cadre privé qu'au travail.

Dans la fonction publique, malgré les intentions affichées, les actions en faveur des femmes, les moyens réels mis en place sont très insuffisants. Ils ne permettent pas de faire reculer les violences sexuelles et sexistes dans la sphère professionnelle alors même que le harcèlement et l'agression au travail concernent une part importante des femmes. L'État doit prendre ses responsabilités en accompagnant et protégeant les victimes de violences sexistes et sexuelles sur leur lieu de travail, et ne pas se contenter de déplacer les victimes, ce qui est vécu comme une double peine par ces dernières.

Au-delà des mesures du protocole égalité, nos organisations CGT, FSU, FAFP, FO et Solidaires exigent que le gouvernement français mette la loi en conformité avec les recommandations de la convention 190 de l'OIT qu'il a signée en juin 2019. Il doit doter la législation française de mesures et de moyens ambitieux pour prévenir, contrôler et combattre les violences sexistes et sexuelles au travail.

La période de pandémie que nous connaissons depuis bientôt deux ans a mis les femmes en première ligne. Aujourd'hui, il y a plus qu'urgence à prendre à bras le corps les violences sexuelles et sexistes et mettre en œuvre des dispositifs contraignants contre les violences faites aux femmes.

Les employeurs publics ont un devoir d'exemplarité de ce point de vue et doivent renforcer l'axe concernant la prévention et le traitement des violences sexistes et sexuelles des plans d'action issus des accords égalité afin que la tolérance zéro s'applique dans les trois versants de la fonction publique, les ministères de tutelle et les collectivités territoriales.

Nos organisations syndicales appellent les personnels à manifester toutes et tous ensemble **le 20 novembre** au côté de NousToutes à Paris et partout en France et à construire des actions le 25 novembre localement. Le gouvernement doit immédiatement mettre en œuvre un grand plan de lutte contre les violences sexistes et sexuelles.